

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 60 - mars 2010 - 4,50 €



L'Occupation et la Résistance dans le Nord de la France et en Belgique



LE CNRD : UN CONCOURS QUI ALLIE HISTOIRE ET CITOYENNETÉ

En 2009, plus de 44 500 élèves ont participé au Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème était : « Les enfants et les adolescents dans le système concentrationnaire nazi ». Le 15 décembre dernier, les lauréats nationaux, qu'entouraient leurs enseignants et de nombreux représentants des associations et fondation de résistants et de déportés recevaient leurs prix au cours d'une cérémonie durant laquelle l'utilité civique de ce concours fut largement soulignée.

Le palmarès national

Le jury du concours national de la Résistance et de la Déportation a désigné les lauréats pour l'année scolaire 2008-2009.

Les prix collectifs sont classés par ordre alphabétique de l'académie dont dépendent les établissements.

Première catégorie.

Classes de tous les lycées.

Devoir individuel :

- Margot Brard, lycée Saint Martin, Rennes (Ille-et-Vilaine);
- Vincent Dedrie, lycée Ronsard, Vendôme (Loir-et-Cher);
- Amélie Deletre, lycée Watteau, Valenciennes (Nord);
- Aline Potiron, lycée Ernest Pérochon, Parthenay (Deux-Sèvres).

Deuxième catégorie.

Classes de tous les lycées.

Travaux collectifs :

- Deux élèves de classe de première L du lycée Giocante de Casabancia, Bastia (Haute-Corse);
- 28 élèves de classe de seconde du lycée Léon Blum, Créteil, (Val-de-Marne);
- Quatre élèves de classe de seconde du lycée Guillaume Fichet, Bonneville, (Haute-Savoie).

Troisième catégorie.

Classes de tous les lycées.

Travaux collectifs audiovisuels :

- Deux élèves de classe de première ES1 et S4 du lycée Institution libre, Marcq-en-Barœul (Nord);
- Deux élèves de classe de seconde du lycée Pierre de Fermat, Toulouse, (Haute-Garonne).

Quatrième catégorie.

Classes de troisième de

collèges. Devoir individuel :

- Paul Anackiewicz, collège Haut Gévaudan, Saint Chély d'Apcher (Lozère);
- Élodie Cancalon, collège du Pays des Abers, Lannilis (Finistère);
- Inès Château, collège Saint-Charles, Blois (Loir-et-Cher);
- Charlotte Mathias, collège Joliot-Curie, Dieulouard (Meurthe-et-Moselle).

Cinquième catégorie

Classes de troisième de collèges.

Travaux collectifs :

- Collège Michel de Montaigne, Périgueux, (Dordogne);
- Une classe de troisième du collège Léonard de Vinci, Saint Aubin de Médoc (Gironde).
- Cinq élèves de troisième du collège Henri Barbusse, Alfortville (Val-de-Marne).

Sixième catégorie.

Classes de troisième de collèges.

Travaux collectifs audiovisuels :

- Collège Elsa Triolet à Varennes-sur-Seine (Seine-et-Marne);
- Collège André Doucet à Nanterre (Hauts-de-Seine).



Photo Marc Finelth



Photo Frantz Malassis.

La cérémonie de remise des prix

Le mardi 15 décembre dernier, les lauréats et leurs professeurs ont reçu leurs prix lors d'une cérémonie solennelle au Cercle national des Armées à Paris. Pour la première fois, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a décerné des prix aux meilleurs travaux audiovisuels collectifs.

Après qu'**Yves Poncelet**, inspecteur général de l'Éducation nationale, représentant Joëlle Dusseau, inspectrice générale d'Histoire-Géographie et présidente du jury national, ait souhaité la bienvenue à l'assistance, Marie-José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, a présenté une analyse du thème des enfants et les adolescents dans le système concentrationnaire nazi.

Michel Boyon, président du CSA a, quant à lui, rappelé la nécessité qui s'était imposé de créer des catégories récompensant les travaux collectifs audiovisuels réalisés tant en collège qu'en lycée. De plus en plus d'élèves réalisant des productions audiovisuelles – près de 9000 candidats en 2008-2009 – il devenait indispensable d'ajouter de nouvelles catégories destinées à distinguer ces créations. Cette évolution traduit également la prise de conscience des candidats de la force de ce média dans la transmission de cette Mémoire.

Hubert Falco, secrétaire d'État à la défense et aux anciens combattants a remercié et a félicité toutes les fondations et associations de mémoire, les témoins et les enseignants qui ont accompagné les élèves dans la préparation de ce concours. Pour lui, avec ce concours, crée par la CNCVR, « *transmettre les valeurs de la Résistance et de la Déportation aux jeunes générations ce n'est pas un simple hommage rendu au passé, c'est un devoir de citoyenneté.* »

Puis, **Luc Chatel**, ministre de l'Éducation nationale a rappelé son attachement à ce concours. Il a remercié chaleureusement les résistants et les déportés, pour leur engagement sur le terrain, ainsi que les enseignants pour leur dévouement tout au long de l'année. Il a terminé en assurant que son ministère mettrait tout en œuvre pour soutenir le CNRD.

Puis, lecture fut faite du palmarès. Élèves et professeurs se sont alors succédés à la tribune pour recevoir leur prix aux applaudissements de l'assistance. À la fin de la cérémonie, **Jacques Vistel**, président de la Fondation de la Résistance, a offert le prix spécial de la Fondation de la Résistance à huit lauréats primés dans les catégories devoirs individuels (**photo de gauche**). Ce prix spécial a été créé en 2001 par Lucie et Raymond Aubrac qui ont versé à la Fondation les dommages et intérêts qu'ils avaient perçus à l'issue d'un procès. Chaque année, grâce aux revenus de cette somme, la Fondation peut récompenser plus particulièrement les lauréats des catégories devoirs individuels.

Jacques Vistel a informé des lauréats de l'existence de la Fédération nationale des Lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation qui regroupe des associations départementales. Il les a invités à adhérer à ces associations afin de poursuivre les recherches que leur participation au concours les a encouragés à entreprendre et de s'impliquer dans la transmission de cette Mémoire notamment en assurant la promotion du CNRD.

Un cocktail a ensuite clôturé la cérémonie, occasion de nombreux échanges entre acteurs de cette période et jeunes lauréats.

Le lendemain, achevant leur séjour de deux jours à Paris, les lauréats et leurs professeurs se sont rendus au Mont-Valérien puis l'après-midi, au lycée Edgard Quinet (Paris IX^e), ils ont assisté à la représentation de *Cabaret Terezin*, spectacle musical mettant en scène les œuvres écrites pour le cabaret par les artistes juifs qui furent détenus dans le camp-ghetto de Theresienstadt.

Frantz Malassis

NDLR : Faute de place les mentions n'ont pu être portées à la connaissance de nos lecteurs. Ces informations sont en ligne sur notre site internet (www.fondationresistance.org à rubrique « Actions pédagogiques/concours de la résistance/année 2008-2009/ palmarès »).

En couverture : Elisabeth Jacobs joua un rôle important dans la confection hebdomadaire du courrier dans le réseau Luc-Marc; en arrière-plan, carte des divisions administratives du *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich* (Commandant militaire en Belgique et dans le Nord de la France) datée du 14 juin 1940. Photo : collection CEGES – Bruxelles, n°64 034. Carte : *Bundesarchiv-Militärarchiv – Fribourg RW 36/202*.



SOMMAIRE

Concours

- Palmarès et remise des prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2008-2009..... p. 2

Mémoire et réflexions**Dossier : L'Occupation et la Résistance dans le Nord de la France et en Belgique.**

- Les réseaux de renseignement belges... p. 4
- Les massacres de civils dans le Nord de la France en mai- juin 1940... p. 5

La vie de la Fondation de la Résistance

- La Fondation de la Résistance ne perdurera pas sans vous !..... p. 7

Autour d'une photographie

- La messe sur la barricade à Montreuil août 1944..... p. 8

L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la Résistance p. 10
- AERI p. 12

Livres p. 14

CNCVR

- Les prochaines Journées annuelles de la Fondation de la Résistance dans l'Aude.....p. 16

Ce numéro comporte un encart jeté : le programme et la fiche d'inscription aux prochaines journées annuelles de la Fondation de la Résistance.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel, Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Marc Fineltin, Hervé Guillemet, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Laurence Thibault.
Maquette, photogravure et impression : **36nco**, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €. n° 60 : 4,50 € Commission paritaire n° 1110A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

LE MOT DU PRÉSIDENT

Dans quelques semaines nous commémorerons le 70^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940.

Malgré l'érosion du temps, nous mesurons combien était visionnaire le regard que portait le général de Gaulle sur ce conflit mondial.

Alors que la France est anéantie militairement et moralement, que les Français abasourdis par le choc de la défaite sont sur les routes de l'exode, que tout semble perdu, le général de Gaulle appelle les Français à poursuivre le combat, affirmant ainsi sa foi dans le génie et le destin de la France.

Comme lui plusieurs hommes refusent la défaite et le sort fait à la France : Jean Moulin à Chartres, Edmond Michelet à Brive... Cependant, le 18 juin 1940, bien peu de Français entendent l'Appel du général de Gaulle mais beaucoup en ont connaissance par ouï-dire ou par les journaux (*Le Petit Marseillais, Le Progrès de Lyon, Le Petit Provençal...*) et les radios étrangères (y compris *Radio Stuttgart* et *Radio Luxembourg*) dès le lendemain. Son retentissement sera important et redonnera espoir à beaucoup de Français désireux de poursuivre la lutte.

La phrase qui conclut l'Appel résume bien l'esprit de la Résistance française : « *Quoi qu'il arrive la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas* ». C'est la raison pour laquelle les résistants à l'origine de la Fondation de la Résistance ont souhaité que cette phrase devienne notre devise, marquant ainsi la continuité de leur engagement et la fidélité aux valeurs qui animaient leur combat de l'époque.

L'accomplissement des missions de la Fondation suppose qu'elle dispose de ressources suffisantes. Dès l'origine, elle a bénéficié de dons d'associations ou d'anciens résistants. Chaque année, les pouvoirs publics, conscients de notre mission d'intérêt général, nous apportent un concours précieux. Malheureusement, ce concours est par la force des choses limité par les difficultés que nous connaissons tous.

C'est pourquoi nous sommes amenés, plus que jamais, à faire appel à votre générosité afin de pouvoir non seulement pérenniser nos missions mais aussi élargir nos actions. Vous trouverez dans ce numéro un rappel des moyens vous permettant de soutenir la Fondation de la Résistance. ●



Jacques Vistel

Président de la Fondation de la Résistance

L'OCCUPATION ET LA RÉSISTANCE MILITAIRE ALLEMAND DE BRUXELLES: NORD DE LA

Entre 1940 et 1944, le Nord de la France et la Belgique, régions les plus proches de l'Angleterre, ont été intégrées dans une même zone d'occupation, placée sous la direction du commandement militaire allemand de Bruxelles. La bibliographie les concernant est particulièrement riche et permet de bien connaître la Résistance précoce et intense qui s'y est développée face à une occupation militaire très dense. Ces deux territoires ont aussi en commun l'expérience et la mémoire d'une première occupation en 14-18. De récentes publications permettent d'en analyser l'influence d'un côté comme de l'autre : du côté de l'occupé et notamment des résistants, mais aussi du côté de l'occupant allemand, dont les troupes se sont livrées en mai-juin 1940 à des massacres de civils rappelant ceux de l'invasion de 1914.

LES RÉSEAUX DE RENSEIGNEMENT BELGES

LA GUERRE SECRÈTE DES ESPIONS BELGES (1940-1944)
EMMANUEL DEBRUYNE

BRUXELLES, ÉDITIONS RACINE, 2008, 394 P.

La résistance belge est surtout connue en France par le biais de réseaux implantés sur notre territoire. Il existe une bibliographie française concernant notamment les réseaux de renseignement Zéro-France⁽¹⁾, Coty⁽²⁾ et Reims-Noël⁽³⁾, dans une moindre mesure certaines filières implantées près de la frontière entre les deux pays – groupe de Roubaix rattaché ensuite au réseau Ali-France, ligne Dragon dans les Ardennes⁽⁴⁾ – sans parler des mentions, au fil des monographies locales, des relais d'organisations clandestines belges comme la ligne d'évasion Comète. On sait moins qu'à l'image des principales filières d'évasion belges qui passent par la France les centrales successives de transmission du courrier produit par la résistance belge sont situées à Grenoble en 1942, puis à Paris en 1943. La quasi-totalité des opérations aériennes d'enlèvement de courrier s'effectue depuis la France, y compris les spectaculaires « mail pick-up » (ramassage de courrier au vol par un avion) réalisés par le réseau Delbo-Phénix⁽⁵⁾.

Une résistance marquée par l'héritage de l'occupation allemande lors de la Grande Guerre

La parution de cette synthèse sur les réseaux de renseignement belges, issue d'une thèse de doctorat, est l'occasion de rappeler l'avance prise par nos voisins dans l'historiographie de l'univers des réseaux – aidés, il est vrai, par le fait que les dossiers de leurs agents ont été remis par la Sûreté de l'État belge au principal centre d'études sur la Seconde Guerre mondiale en Belgique, le CEGES. Outre les liens fonctionnels établis avec la France, l'histoire de ces réseaux permet aussi d'appréhender une spécificité majeure de la Résistance en Belgique : l'héritage de la première occupation, en 14-18, et de sa mémoire.

Le renseignement pratiqué par des non-professionnels n'est pas une nouveauté en Belgique comme il l'est en France en 1940. Emmanuel Debruyne rappelle en effet que les quelque 40 réseaux de renseignement belges créés entre 1940 et 1944, impliquant 21 000 personnes dont 1 800 français, ont été précédés pendant la Grande Guerre par plus de 200 réseaux. En outre, la mémoire de cette première expérience du renseignement a été entretenue dans l'entre-deux-guerres, notamment à travers toute une littérature faisant la part belle à quelques figures héroïsées comme Gabrielle Petit. L'influence de cette mémoire sur les engagements des résistants belges est abondamment attestée – y compris chez des créateurs de grands réseaux comme Henri Bouriez (réseau Sabot) et Walthère Dewé (réseau Clarence).

La sociologie comparée de ces réseaux belges des deux conflits mondiaux est d'ailleurs un des aspects les plus passionnants de l'ouvrage, en particulier en ce qui concerne les femmes. Leur taux de participation aux réseaux en 1940-44 (16,4 %), est bien inférieur à ce qu'il était en 14-18 (25 %). Du coup le comparatif femmes/hommes, habituellement invoqué pour faire de la période 1940-44 un moment décisif de croissance de leur implication dans la vie publique, pourrait plutôt renvoyer, dans le cas belge, à l'effet mobilisateur sur l'engagement masculin du traumatisme subi en mai 1940 – le désastre de la « guerre des dix-huit jours »⁽⁶⁾. Ceux qui ont participé à cette campagne sont en effet surreprésentés dans les réseaux, où l'âge moyen (36 ans) est classiquement plus élevé que chez les combattants de la lutte armée, vu l'importance de l'insertion sociale pour ce type d'action.



La petite équipe de Beagle, conduite par Albert Toussaint (à l'extrême-gauche sur la photo), est spécialisée dans le renseignement météoro-logique.

Collection CEGES – Bruxelles, n° 40 293 – Droits réservés

Les plus âgés, qui ont déjà vécu la première occupation, sont souvent à l'origine des premiers noyaux, et parmi eux parfois des « anciens » des réseaux de 14-18. Walthère Dewé, ancien de La Dame Blanche – fameux réseau de la Grande Guerre –, crée en 1940 le réseau Clarence avec certains de ses camarades. De plus, parmi la centaine d'individus constituant les anciens des réseaux de 14-18, on retrouve un tiers de femmes; c'est un indice supplémentaire que l'engagement de la Première Guerre a été vécu comme un moment profondément valorisant par les femmes.

Le souvenir de 14-18 permet aussi de mieux apprécier une spécificité majeure de la Résistance belge, à savoir la coupure linguistique – qu'on retrouve dans la sociologie de ces réseaux. En effet, les néerlandophones sont sous-représentés (14 à 20 % des agents alors qu'ils représentent 52,6 % de la population). Or, cette sous-représentation est bien plus flagrante encore parmi les anciens combattants de la Grande Guerre – qui dans la population sont aux deux tiers flamands. L'auteur rappelle à ce sujet que la presse clandestine flamande convoque bien moins l'héritage de 14-18 que la presse wallonne. Ces traits confirment l'étendue du fossé créé entre les deux communautés entre les deux guerres, et l'indifférence voire la rancœur des Flamands à l'égard de la Belgique pour laquelle ils se sont battus.

DANS LA ZONE DÉPENDANT DU COMMANDEMENT FRANCE ET BELGIQUE

Des contacts précoces avec les Britanniques

D'autres différences avec la France proviennent évidemment de la situation dissemblable des deux pays après la défaite. Les pionniers de la Résistance belge collectant spontanément des renseignements cherchent à travailler directement avec les Britanniques. Car ils sont à l'image d'une opinion pro-britannique mais initialement hostile au gouvernement Pierlot exilé à Londres, symbole d'une classe politique discréditée, et qui, par ailleurs, n'envoie pas d'agents de la Sûreté reconstituée avant juin 1941⁽⁷⁾. Le mythe d'agents du SIS britannique déjà présents partout dans le pays est alors très répandu. Mais au premier semestre 1941, les premiers essais d'implantation de l'IS (Martigny-Daumerie, Tulipe, Willillams) sont démantelés.

Un accord entre la Sûreté belge et le SIS en août 1941 permet de commencer à établir des liaisons régulières au bénéfice du gouvernement belge en exil. *Laura* de celui-ci remonte au fur et à mesure que s'amenuise le crédit du roi Léopold III, d'abord populaire pour être resté sur le sol belge, mais dont le refus de toute prise de position publique malgré le poids croissant de l'occupation est de moins en moins compris. En 1942, les grands réseaux de renseignement arrivent à maturité pour parvenir à un effectif de 10 000 agents en activité simultanée en 1943, seuil qui ne sera plus jamais abaissé en dépit des coupes sombres de la répression⁽⁸⁾. Au centre du

dispositif, le réseau Zéro est un véritable organe de liaison politique entre le gouvernement en exil et le territoire belge; par lui transitent notamment les (vains) efforts de réconciliation entre Londres et le roi, mais aussi les documents économiques sur la situation du pays qui permettront de préparer la réforme monétaire de 1944 et de faire avancer les négociations aboutissant à convention douanière entre Belgique, Hollande et Luxembourg – le «Bénélux» – en septembre 1944.

Le renseignement militaire est plutôt l'apanage d'autres grands réseaux tel Luc-Marc – le plus gros transmetteur de renseignements avec 500 pages de rapports hebdomadaires envoyés entre août 1942 et juillet 1944. Parmi les archives rarement disponibles en matière de renseignement et qu'utilise Emmanuel Debruyne, il faut noter – alors que les archives du SIS britanniques restent inaccessibles – les commentaires transmis par l'IS à la Sûreté sur la qualité des renseignements transmis par les réseaux belges. On dispose d'une série continue de ces appréciations, de juillet 1942 à août 1944: 8,3 % des renseignements sont jugés excellents, 77,4 % utiles, 14,3 % peu ou pas utiles. D'autres développements de l'ouvrage recourent aux remarques faites par Sébastien Albertelli à propos du BCRA⁽⁹⁾ sur la psychologie de ces agents de renseignement, leur rapport avec «Londres» et avec la population. Le prestige immense accordé par les résistants locaux à l'agent parachuté dans les premiers temps se change en des récriminations croissantes des réseaux à l'égard de leur état-major

londonien en 1942-1943, que le flux d'agents dans les deux sens permet cependant de limiter.

Le livre d'Emmanuel Debruyne fourmille d'aperçus sur cet univers du renseignement encore mal connu. D'abord sur sa dimension politique, car l'apolitisme revendiqué par les membres des réseaux dissimule en fait des positions souvent bien repérables tant à l'égard du roi que du gouvernement en exil, qui se traduisent dans la pratique: les plus tournés vers le renseignement militaire sont en fait souvent les plus réticents à l'égard du gouvernement Pierlot. Sur sa dimension anthropologique aussi. On pense, par exemple, au témoignage d'un chef de réseau, André Rostenne, qui explique sa préférence pour le recrutement d'hommes en charge de famille: il les juge plus prudents dans leur comportement et ayant des mobiles «moins égoïstes, plus sociaux, plus tournés vers les autres que vers un souci d'épanouissement personnel» – autrement dit, moins portés par le goût de l'aventure que les célibataires.

Il reste encore beaucoup à connaître dans ce domaine, notamment sur les rapports hiérarchiques au sein de ces organisations «militarisées». Mais cette étude montre, s'il en était besoin, tout l'intérêt d'une mise en relation des historiographies des résistances européennes, à plus forte raison dans le cas d'un pays partageant le même régime d'occupation et la même expérience antérieure que le Nord de la France. ●

Bruno Leroux

LES MASSACRES DE CIVILS DANS LE NORD DE LA FRANCE EN MAI-JUIN 1940

Selon les estimations, plus de 600 civils du Nord de la France sont massacrés par des unités allemandes lors de la campagne de mai-juin 1940. Non sans une certaine réminiscence, ces faits rappellent les événements similaires intervenus lors de la précédente invasion, celle de la Grande Guerre. Lors de la campagne d'août 1914, plus de 900 habitants du Nord et du Pas-de-Calais avaient en effet péri lors d'exactions allemandes⁽¹⁰⁾. Or, ces massacres pèsent peu de poids dans la mémoire nationale face aux crimes de guerre commis au printemps 1944 en France. Perpétrés dans le contexte de la défaite, ils demeurent oubliés des commémorations, au contraire des crimes commis dans le cadre exaltant de la Libération. Les méthodes employées par les soldats du *Reich* n'ont pourtant rien à envier à celles utilisées notamment dans le Sud-ouest en 1944. Sans pouvoir tous les citer, signalons le massacre de 92 habitants du village d'Aubigny-en-Artois (Pas-de-Calais) les 21 et 22 mai 1940. Parmi eux, 64 hommes âgés de 16 à 73 ans sont fauchés par des mitrailleuses dans une carrière située à proximité du village. Autre exemple, à Beuvry au même moment,

confrontés à une sévère résistance alliée, les SS abattent 48 hommes avant de prendre plusieurs centaines de villageois comme boucliers humains pour protéger leur progression. Au total, la Commission de recherche des crimes de guerre de Lille recense pour la seule région d'Aubigny-en-Artois, en 1940, 161 morts, plus d'une vingtaine de fermes incendiées et des dizaines de pillages⁽¹¹⁾.

L'origine et le contexte de ces massacres

Les travaux historiques sur la question sont demeurés rares pour expliquer les ressorts de ces crimes. Sans prétendre à une vue d'ensemble sur ces faits, puisque ses travaux portent exclusivement sur les unités de la *Waffen SS*, les recherches menées par l'historien Jean-Luc Leleu apportent des éléments importants à la compréhension des mécanismes factuels et sociologiques à l'origine de ces comportements⁽¹²⁾.

L'auteur propose plusieurs facteurs d'explications à ces agissements. En l'occurrence, les conditions d'engagement dans les combats,

une forte résistance armée et des pertes avérées représentent des données déterminantes à l'émergence d'un contexte favorable à ces exactions. Les crimes commis en mai 1940 par la *Totenkopf* (région d'Arras et de Béthune), par la SS-VT et la LSSAH dans les régions de Saint-Venant (Pas-de-Calais) et de Watten-Wormhout (Nord) répondent majoritairement à la volonté d'effacer un revers et de lourdes pertes. Dans ce cadre, une comparaison des pertes subies par les éléments de la SS-*Totenkopf* et l'ampleur des massacres illustre ces liens qui ne peuvent cependant se suffire à eux seuls.

Cette division présente une importante spécificité de par le caractère répétitif de ces actes perpétrés par pratiquement l'ensemble de ses unités. La personnalité de ses chefs constitue un élément déterminant, alors que les troupes SS effectuent le plus souvent leur baptême du feu. Ces hommes conditionnés évoluent dans un cercle de commandement ayant la volonté de faire de la division une unité d'élite. «*La quête de la réputation militaire*»⁽¹³⁾ pour ces soldats nouvellement envoyés au feu justifie une rapide

propension à attribuer toute résistance sérieuse de l'adversaire à l'action de « francs-tireurs ». Imputer à l'ennemi des pratiques de guerre déloyales permet d'écarter toute défaillance de la troupe SS au moment de la quête de sa réputation militaire. La résurgence du mythe du partisan se confirme par le fait que très majoritairement, seuls les hommes sont la cible de ces massacres. Là encore, le parallèle avec l'invasion d'août 1914 est flagrant. La peur fantasmagorique du franc-tireur conduit aux excès. Cette conception, très largement répandue en Allemagne depuis la guerre de 1870, fait proliférer l'image de civils menant des actions de *guérilla*, utilisant la ruse et le déguisement pour attaquer dans le noir et dans le dos les troupes conventionnelles au repos⁽¹⁴⁾.

La résurgence du mythe du franc-tireur

Dès 1870, confronté à une levée en masse populaire en France face à ses troupes, le commandant en chef de l'armée allemande avait en effet envoyé des instructions pour organiser des mesures de représailles en cas d'attaques déloyales. Ces mesures donnèrent lieu à des actes de violences commis souvent au hasard contre des civils innocents. Pour l'état-major allemand, l'expérience de cette guerre conduisit à une codification de la manière de traiter les francs-tireurs au sein des manuels de combat. D'ailleurs, en dépit de la ratification de la convention de La Haye de 1907, le droit des civils à résister continua d'être refusé par les généraux allemands.

Pendant la bataille en 1914, les massacres de civils sont encore l'œuvre de soldats et d'officiers subalternes ensuite endossés par la hiérarchie militaire. Mais, comme le notent les historiens John Horne et Alan Kramer « le fait que de telles croyances se manifestent simultanément tout au long d'un front de plus de trois cents kilomètres démontre qu'elles se trouvaient déjà dans l'esprit des soldats allemands lorsqu'ils sont partis à la guerre »⁽¹⁵⁾. La promotion, avant l'invasion, du mythe des francs-tireurs par le corps des officiers a conduit la troupe à assimiler toute présence civile à de potentiels combattants irréguliers. Les représentations fictives de l'ennemi engendrées par le phénomène du mythe sont ensuite confirmées, au sein de la troupe, par le développement de rumeurs à propos d'actes de *guérilla*



Stèle d'Aubigny-en-Artois (Pas-de-Calais) rappelant le massacre de 98 de ses habitants par les Allemands le 22 mai 1940.

justifiant l'exécution de civils qui, aux yeux des Allemands, enfreignent les lois de la guerre. Les mêmes faits se reproduisent donc en 1940, dans un contexte idéologique toutefois beaucoup plus marqué. ●

Laurent Thiery

- (1) Françoise Rosenzweig-Leclère, « La composition d'un réseau : Zéro-France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, n° 61, janvier 1966.
- (2) Pierre Fugain, *Ici l'ombre. Historique et action de Coty*, Grenoble, CRDP de Grenoble, 1971.
- (3) Jean-Philippe Meyssonier, *Le réseau Gallia 1943-1944*, DEA, Institut d'Études Politiques de Paris, 1994. Gallia absorbe Reims-Noël en 1943.
- (4) « Les Vieux Moulins de Thilay, haut lieu de la résistance ardennaise. Journal de M. Fontaine présenté par Eva Thomé », *Les cahiers ardennais* n° 18, éditions de la Société des Écrivains Ardennais, 1969 (2^e édition).
- (5) Sur ce réseau voir notamment Michel Chaumet et Jean-Marie Pouplain, *La Résistance en Deux-Sèvres*, Parthenay, Geste éditions, 1994.
- (6) Luc, le nom d'un des grands réseaux belges, lui a été attribué par son fondateur, Georges Leclercq, en souvenir de son fils tué au combat en 1940.

- (7) Au total, la Sûreté enverra 97 agents sur le continent.
- (8) Les agents qu'elle touche le plus sont les chefs des réseaux et les opérateurs radio.
- (9) Sébastien Albertelli, *Les services secrets du général de Gaulle. Le BCRA 1940-1944*, Perrin, 2009.
- (10) Sur cette question, John Horne, Alan Kramer, *German atrocities, 1914-1918. A history of a Denial*, New Haven, Yale University Press, 2001, XV-608 p., édition française, 1914, les atrocités allemandes, Paris, Tallandier, 2005.
- (11) Rapport du Service régional de la Police Judiciaire de Lille au Chef du Service de Recherches des crimes de guerre ennemis, 7 février 1947, 1834W351, AD 59, Lille.
- (12) Voir de l'auteur, « La division SS-Totenkopf face à la population civile du Nord de la France en mai 1940 », *Revue du Nord*, Tome 83, n° 342, octobre-décembre 2001, pp. 821-840 ; ainsi que *La Waffen-SS. Soldats politiques en guerre*, Perrin, Paris, 2007, 1237 p. et notamment les pages 772-808, « Crimes de guerre et violences extralégales ».
- (13) *La Waffen-SS. Soldats politiques en guerre*, op. cit., p. 776.
- (14) John Horne, Alan Kramer, 1914, les atrocités allemandes, op. cit., « La mémoire de 1870 et les lois de la guerre », pp. 165-179.
- (15) *Idem*, p. 136.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

La bibliographie étant très riche, il ne peut être question ici que de signaler quelques références incontournables.

Ouvrages généraux :

- Etienne Dejonghe et Yves Le Maner, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande (1940-1944)*, Lille, La voix du Nord, 1999.
- Paul Aron et José Gotovitch (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008.

- Etienne Verhoeyen, *La Belgique occupée*, Bruxelles, De Boeck, 1994.

- Les nombreuses contributions de la série *Jours de guerre, sous la direction de Francis Balace*, Bruxelles, Crédit communal, 14 volumes édités entre 1990 et 2001.

Revue :

- MEMOR. *Bulletin de l'association Mémoire de l'Occupation et de la Résistance en zone interdite*. Un à deux bulletins par an depuis 1983. Contact : université Charles de Gaulle-Lille 3

- BP 149 – 59 653 Villeneuve d'Ascq cedex.
- *Cahiers d'histoire du Temps Présent*. Édités depuis 1996 par le Centre d'Études et de documentation Guerres et Sociétés contemporaines (CEGES) à Bruxelles, qui publie aussi un *Bulletin* donnant des informations sur les activités du centre, accompagnées souvent d'un dossier thématique. Ils peuvent être commandés sur le site internet du CEGES (voir ci-dessous).

Sites internet :

- La Coupole, Centre d'histoire et de mémoire du Nord-Pas-de-Calais : www.lacoupole-france.com
Dans la rubrique « Actualités » on trouve la liste des déportés et fusillés du Nord-Pas-de-Calais ; choix de publications dans la « librairie ».
- Centre d'Études et de documentation Guerres et Sociétés contemporaines (CEGES) : www.cegesoma.be
Sur ce site, outre la possibilité de commander

les publications du CEGES, on trouvera des bibliographies complètes sur l'occupation et la résistance en Belgique ainsi qu'une importante collection de photographies.
- Sur le site internet www.fondationresistance.org, rubrique « Publications et éditions », les numéros téléchargeables de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* permettront de retrouver les recensions des ouvrages suivants :

- Pieter Lagrou, *Mémoires patriotiques et occupation nazie. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale (1945-1965)*, Bruxelles, Complexe, 2003 ; traite de la France, de la Belgique et de la Hollande, [*La Lettre*, n° 36, mars 2004, p. 6].
- Yves Le Maner (dir.), *Tombés du ciel. Les aviateurs abattus au-dessus du Nord-Pas-de-Calais. 1940-1944*, Saint-Omer, La Coupole, 2008, [*La Lettre*, n° 55, décembre 2008, p. 14].



LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE NE PERDURERA PAS SANS VOUS !

La Fondation de la Résistance a été créée grâce aux dons réunis par ses fondateurs pour constituer sa dotation initiale. Elle a ensuite bénéficié, au fil des ans, de dons et legs d'anciens résistants ou de leurs familles ainsi que d'associations de Résistance qui, en la rejoignant, lui ont fait l'apport de leurs biens.

De plus en plus, la Fondation de la Résistance ne peut mener à bien ses missions et engager de nouveaux projets que grâce au soutien de bienfaiteurs. Aussi, si vous souhaitez témoigner votre volonté

de participation à la grande œuvre de mémoire historique et de formation civique qu'a engagée la Fondation, aidez-la par des dons destinés à favoriser ses actions ou à accroître son capital. En effet, ce sont les revenus du capital qui assurent la pérennité de son action.

Il existe quatre façons d'aider la Fondation de la Résistance : le don, la donation, le legs et l'assurance-vie.

LE DON

Vous pouvez donner :

- **des sommes d'argent**, en espèces, par chèque, ou par virement postal ;

- **des dons en nature**, titres de bourse, bijoux, objet précieux, tableaux, etc.

REMARQUE :

Il n'est pas nécessaire de recourir à un acte notarié pour faire don à la Fondation de la Résistance.

En ce qui concerne, par exemple, les titres de bourse, il vous suffit de donner ordre à votre banque, ou agent de change d'effectuer un ordre de mouvement au profit de la Fondation de la Résistance en indiquant l'ensemble de nos coordonnées.

LES AVANTAGES FISCAUX :

- l'impôt sur le revenu :

Les dons faits à la Fondation de la Résistance sont déductibles des revenus imposables des particuliers. La réduction d'impôt est égale à 66% du montant des sommes versées retenues dans la limite de 20% du revenu imposable.

- l'impôt sur les sociétés :

Les dons d'entreprises sont déductibles à hauteur de 60% des versements pris dans la limite de 5 pour mille du chiffre d'affaire hors taxes.

- l'impôt sur la fortune (ISF)

Dans la limite globale annuelle de 50 000 €, vous pouvez déduire 75 % des versements effectués, en numéraire ou par dons en pleine propriété de titres de sociétés cotés, au profit de la Fondation de la Résistance.

Cette réduction s'applique aux versements réalisés jusqu'à la date limite de dépôt de la déclaration ISF. Elle ne peut pas se cumuler au titre de la même année, avec celle prévue à l'impôt sur le revenu.

LA DONATION

Vous souhaitez, de votre vivant, donner à la Fondation de la Résistance un bien important comme un bien immobilier, un objet de grande valeur ou une somme importante.

Il vous faut obligatoirement faire enregistrer la donation par un notaire.

Vous pouvez alors faire trois types de donations :

- une donation en pleine propriété.

Vous donnez alors votre bien de façon irrévocable et absolue.

- une donation en nue propriété.

Vous donnez votre bien, mais vous en avez la jouissance jusqu'à la fin de votre vie.

Par exemple, vous faite don de votre maison en stipulant que vous continuerez à l'habiter jusqu'à votre décès.

- une donation en indivision ou en multi-propriété.

Vous pouvez donner la quotité d'un bien que vous possédez en indivision. Par exemple, vous êtes propriétaire d'une partie d'un domaine agricole, vous pouvez choisir de donner votre part à la Fondation de la Résistance.

REMARQUE :

Une donation se fait obligatoirement par un acte notarié; vous ne pouvez donc faire une donation à la Fondation de la Résistance sur papier libre. Votre notaire rédigera l'acte avec vous et l'authentifiera. Nous vous rappelons que la donation est un acte important, puisqu'il est irrévocable. La Fondation de la Résistance étant reconnue d'utilité publique, les donations sont totalement exonérées de droits de mutation, la Fondation prenant le plus souvent en charge les frais de notaire.

LE LEGS

En effectuant un legs au profit de la Fondation de la Résistance, vous assurerez votre soutien à l'œuvre de la Résistance.

Il existe quatre types de legs :

- **le legs universel**. Il porte sur la totalité du patrimoine disponible, en dehors de la part des héritiers réservataires.

- **le legs universel conjoint**. Il consiste à instituer plusieurs légataires universels, sans désignation de part.

- **le legs à titre universel**. Il porte sur une quotité ou partie du patrimoine, ou une catégorie de biens : tout le mobilier, ou tous les immeubles.

- **le legs à titre particulier**. Il porte sur un bien identifié ou identifiable, souvent une somme d'argent déterminée, une maison, un mobilier particulier.

REMARQUE :

Contrairement à la donation, le legs testamentaire n'est pas irrévocable. Vous pouvez, à tout moment, modifier votre testament. Prenez bien soin de préciser que le dernier testament en date annule toute disposition antérieure. Votre notaire saura vous conseiller au mieux.

Les legs bénéficient du régime privilégié en faveur des fondations d'utilité publique. Ils sont exonérés de droits (article 795 CGI), ils reviennent donc en totalité à la Fondation de la Résistance sans aucun prélèvement de l'État.

L'ASSURANCE-VIE

Souscrire un contrat d'assurance-vie est une des formules très efficace pour soutenir la Fondation de la Résistance. Il est possible de souscrire un contrat d'assurance-vie auprès de son assureur, de son banquier, de sa Caisse d'Épargne ou de la banque postale. En désignant comme bénéficiaire la Fondation de la Résistance, vous lui apportez une aide déterminante pour accomplir ses missions.

LA MESSE SUR LA BARRICADE À MONTREUIL AOÛT 1944

L'iconographie relative à la Libération de Paris et de sa région, fin août 1944, est particulièrement abondante. La majeure partie de celle-ci est cependant consacrée aux événements survenus dans la capitale. La libération des communes de la banlieue parisienne, moins connue, permet cependant d'approcher des situations locales très diverses.

Ainsi en est-il de Montreuil, limitrophe de Paris, appartenant au vaste ensemble des communes de « la banlieue rouge » dirigées par le PCF avant 1939.

Deux photographies, prises à Montreuil à la fin du mois d'août 1944, représentent « la messe sur la barricade », selon une expression utilisée depuis 1982. Cet événement est riche de sens sur la situation de l'époque dans la commune. Son souvenir, longtemps enfoui, est depuis deux décennies célébré localement. Il présente aujourd'hui un intérêt qui peut dépasser le simple usage d'une mémoire locale.

En 2004, le musée de l'Histoire vivante à Montreuil a présenté une exposition consacrée à la libération de la commune qui a fait une large place à l'étude de la mémoire de cet épisode⁽¹⁾.

Prises à la fin du mois d'août 1944, les deux photographies ont été publiées, sous bénéfice d'inventaire, pour la première fois en 1982 dans un ouvrage d'histoire locale consacré à « Montreuil sous bois ». Un bref commentaire « Messe sur une barricade célébrée par André Depierre août 1944 » et une simple indication « Photo André Depierre » permettent alors de situer approximativement l'événement, son contexte et son principal acteur. Elles sont, surtout depuis les années 1990, régulièrement utilisées dans la presse municipale montreuilloise pour illustrer les articles consacrés à la libération de Montreuil. Cette tardive publication peut s'expliquer tant par la conservation privée des documents que par le regain de références aux épisodes de la Libération de 1944 par la municipalité d'alors.

Les deux photographies présentent les mêmes caractéristiques. Maladroïtement cadrées, prises dans l'instant, peut-être sous le coup de l'émotion, elles semblent réalisées par un amateur, furtivement, sans intention de publication. On distingue sur l'une d'elle un prêtre face à l'objectif, disant la messe, tandis qu'au premier plan, un homme en armes semble monter la garde et poser pour l'occasion. Sur l'autre, des hommes, certains en uniforme et saluant, tandis que d'autres, la bouche ouverte, semblent chanter.

Les deux scènes sont prises à l'air libre, les lieux ne sont pas reconnaissables. Elles illustrent au fil des décennies un événement à la fois commun en région parisienne : la libération d'une commune de la banlieue-est, mais aussi exceptionnel – « *J'ai dû être le seul prêtre en France à célébrer une messe sur une barricade* » – rappelle en 1994 André Depierre.

Le bref commentaire, sans cesse repris depuis et conservé ici comme titre des documents, précise qu'il s'agit de la « messe sur la barricade ». L'expression mérite qu'on s'y attarde, la barricade en question n'étant en effet pas réellement identifiable sur la photographie. Cette mention incertaine renvoie aux erreurs et confusions des

acteurs sur un événement devenu lointain. Elle est reprise sans questionnement depuis 1982 dans de nombreuses publications montreuilloises. À ce titre elle participe aussi d'une construction de la mémoire locale de la Libération de la commune. Pour la comprendre, il est nécessaire de faire un détour par les témoignages recueillis, portant depuis 1944 sur les « journées libératrices » de Montreuil, de confronter ceux-ci aux discours tenus et aux documents pouvant permettre de dater et de préciser l'événement.

Un prêtre en banlieue

L'abbé Depierre, qui dit la messe ce jour du mois d'août 1944, est né dans une famille profondément chrétienne de cultivateurs jurassiens. Ordonné prêtre en juin 1943, il refuse de partir en Allemagne dans le cadre du STO, gagne quelque temps le maquis puis rejoint Henri Godin, aumônier de la JOC à Paris. Ce dernier a publié en 1943 son mémoire sur la déchristianisation du monde ouvrier, plus connu sous le titre *France, pays de mission ?*, qui a profondément bouleversé le cardinal archevêque de Paris. M^{gr} Suhard, « *homme classique et en même temps exceptionnel* » selon l'historien Émile Poulat, favorise l'apostolat catholique en banlieue ouvrière selon les vues de l'abbé Godin. Ce dernier rédige le serment prononcé dans la soirée du 14 janvier 1944, lors de la messe de minuit : « *Devant la Vierge Marie, selon le jugement de l'équipe, et durant mon appartenance à la Mission, je m'engage par serment à consacrer toute ma vie à la christianisation de la classe ouvrière de Paris.* »



Coll. musée de l'Histoire vivante à Montreuil

André Depierre fait partie de ce premier groupe composé de six prêtres et de plusieurs laïcs dont Geneviève Schmitt. Celle-ci, résistante comme son père, Henri Schmitt, employé communal à Montreuil et fusillé au Mont Valérien en 1941, s'est convertie au catholicisme en prison et est engagée dans l'action missionnaire au sein de la Mission de Paris.

C'est par son intermédiaire qu'il est prévenu de la situation à Montreuil et qu'il s'y rend après le 18 août 1944. Si les témoignages postérieurs s'attachent à situer la cérémonie au plus près du 18 août, justifiant ainsi la référence à la barricade pourtant inexistante sur la photographie, un document conservé au Musée de l'Histoire vivante à Montreuil permet de la dater précisément. Un carnet de notes rédigé par Marcel Troubat, membre des « milices patriotiques », se présentant sous la forme d'un journal relatant les événements au jour le jour dans un style épuré parfois télégraphique, consigne à la date du 29 août à 9 h 30, la tenue d'une « *messe en plein air au carrefour en bas de la côte pour les victimes et fusillés de l'insurrection* ». André Depierre lui-même, dans un texte rédigé en 1990, confirme le fait dans ses grandes lignes en évoquant « *Quand on fut certains que la ville était libérée [...] une messe d'action de grâce sur*

une barricade, avec des pensées reconnaissantes pour tous les martyrs de la Résistance».

«Montreuil libéré»

Cette scène intervient dans le climat d'illusion lyrique de la libération de Paris et de sa banlieue. À Montreuil, les combats entre la Résistance et les troupes allemandes consistent en accrochages ponctuels durant les journées des vendredi 18 et samedi 19 août. La ville en tant que telle ne constitue pas pour les Allemands un objectif militaire. Les affrontements se concentrent le long des axes, en particulier autour de la mairie, qui permettent de relier les forts de Vincennes et de Rosny, encore disputés les 24 et 25 août. L'hôtel de ville est définitivement entre les mains des FFI à partir du 19 août. Le 26 août, alors que les Parisiens acclament le général de Gaulle sur les Champs-Élysées, Jacques Duclos, dirigeant national du PCF clandestin et député de Montreuil, présent dans la commune pour la première fois depuis 1939, prononce un discours sur le parvis de l'hôtel de ville devant plusieurs milliers de Montreuillois. Les barricades sommairement édifiées sont retirées à partir du 28 août. Le 29 août, toutes les communes de l'actuelle Seine-Saint-Denis sont définitivement libérées. Le bilan humain des combats à Montreuil est difficile à établir, les témoignages et états postérieurs restant imprécis sinon contradictoires sur les chiffres et les identités des victimes. Plusieurs plaques commémoratives rappellent le sacrifice d'au moins un FFI et d'un sapeur pompier tués par des balles allemandes.

Les «journées libératrices» se déroulent à un moment-clé pour le PCF : il doit reconquérir le pouvoir local qu'il a dû abandonner depuis 1939, malgré la tentative vouée à l'échec de l'automne 1940, à la délégation spéciale désormais «nulle et non avenue». L'extrait d'une lettre adressée le 22 août 1944 à Jacques Duclos, insiste sur les efforts engagés en ce sens par les cadres du PCF «*je donne l'indication de ne rien sortir et d'agir sans qu'on parle du député de Montreuil* [Jacques Duclos, élu député de la circonscription en 1936] *tout comme à Ivry on associe Maurice* [Thorez, député d'Ivry alors à Moscou] *à tout ce qui se fait*». Elle témoigne du souci d'organiser la continuité du pouvoir par rapport à l'avant guerre, en mettant en avant d'anciens élus, présents dès le 18 août ou appelés à revenir dans la commune comme Daniel Renoult, ancien premier adjoint au maire. Mais la «conquête de l'hôtel de ville», premier objectif des groupes de résistants, s'effectue de manière confuse, alors que l'organisation partisane est encore peu structurée.

Un récit héroïque

Dès l'automne 1944, se diffuse le récit conforme à la vision énoncée par Jacques Duclos à la première réunion de la direction communiste le 31 août. Il met en valeur le rôle du parti et des masses. Le 18 août 1945, une rue de la commune est rebaptisée «rue du 18 août». Le fait d'armes de la libération de Montreuil, désormais attaché à cette date, participe à la construction du mythe de la première commune

libérée par elle-même en région parisienne, qui «*vient de donner le signal de l'insurrection glorieuse qui libérera la région parisienne*». Il nourrit encore plusieurs décennies après la «fierté» d'une ville «*fidèle à cette histoire, à ses héros, à ses martyrs*» et doit donner «*aux jeunes la force d'affronter les grands défis de notre époque*». Le pouvoir municipal montre sa fidélité à l'héritage de la Libération et de la Résistance, tout en diffusant un récit héroïque susceptible d'ordonner des événements en partie improvisés. «*C'est le peuple qui a fait cela*» proclame en 1994 Georges Valbon, responsable d'un groupe FTP participant aux combats d'août 1944, qui valorise localement Montreuil, la

commune «*soi-même libérée*» selon les mots de Marcel Dufriche, maire jusqu'en 1984. Il adapte ici le dernier vers du poème de Louis Aragon à propos de Paris, publié en septembre 1944 puis repris dans *La diane française* en 1946.

La scène disparaît dans les publications municipales jusqu'en 1982. Elle ressurgit alors dans un contexte bien différent, marqué par la crise d'identité de la culture politique locale et par la résurgence de la référence à la Résistance et aux épisodes de la Libération, dans une version montreuilloise réactualisée de la «main tendue aux chrétiens» de Maurice Thorez en 1936. Désormais, les photographies n'apparaissent plus comme un témoignage susceptible de troubler l'hégémonie politique locale. Les témoignages d'André Depierre et de Geneviève Schmitt peuvent restituer une atmosphère plus confuse que dans les récits antérieurs, tout en reprenant à leur compte certains éléments de l'histoire canonique de l'épisode. Le 26 août 1944, André Depierre devait expliquer au cardinal Suhard, évincé le même jour des cérémonies de Notre-Dame de Paris, «*ce qui se passe à Paris, ce que représente pour ce monde ouvrier des banlieues, au milieu desquelles vous vivez, la Libération*». Il répond trois jours plus tard à l'appel de militants catholiques locaux : la messe est demandée «*par une multitude de camarades*», à la suite d'un vote selon Geneviève Schmitt, et malgré l'opposition d'un responsable FTP aux réflexes anticléricaux affirmés.

Le résultat positif de la consultation informelle ainsi que les deux traces conservées de l'événement ne permettent pas de conclure à un «regain de ferveur religieuse» en banlieue. Soulignons juste que l'épisode joue sans doute un rôle dans la décision ultérieure d'André Depierre d'implanter en 1945 à Montreuil sa communauté missionnaire dépendant de la mission de Paris.

Ressurgies en 1982, restées depuis confinées dans le cadre quasi-mythologique de l'histoire locale, les photographies de la «messe sur la barricade» nous offrent une image ne cadrant qu'imparfaitement avec les représentations dominantes. Le changement d'échelle de l'analyse, la persistance d'une image «oubliée» pour ressurgir puis devenir emblématique par la grâce d'une culture politique soucieuse de se réappropriier l'événement, permettent donc une relecture partielle de cette page d'histoire. On pourra alors y voir une version montreuilloise et réactualisée du «*patriotisme de clocher à base de classe*», selon l'expression forgée par l'historienne Annie Fourcaut. ●

Hervé Guillemet et Vincent Simon, enseignants d'histoire et de géographie.

(1) Nous remercions l'équipe du musée, et notamment Éric Lafon, son conservateur, de nous avoir autorisé à publier ces deux documents. Une version plus détaillée de l'article ayant vocation à être enrichie, avec notamment les références des documents utilisés et les biographies des personnages cités, figure sur le site de la Fondation à la rubrique «Autour d'une photographie» : http://www.fondationresistance.org/pages/rech_doc/photo.htm



Coll. musée de l'histoire vivante à Montreuil

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

RENCONTRES ET DÉDICACES DU LIVRE RÉSISTANT



1. Guillaume Piketty, à gauche, Raymond Aubrac, vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance. 2. Laurence Thibault et Jean-Pierre Renouard. 3. Jean-Louis Crémieux-Brilhac

Photos Marc Finestin

Pour la sixième année consécutive, le samedi 21 novembre, Mémoire et Espoirs de la Résistance organisait dans les salons de la Fondation de la Résistance ses traditionnelles « Rencontres et Dédicaces du livre Résistant ». Rencontres toujours chaleureuses où se sont retrouvés tous nos amis résistants, nos amis historiens et un très large public passionné par l'histoire de la Résistance.

Les derniers ouvrages sortis étaient présents : celui de **Sébastien Albertelli** sur *Les Services secrets du général de Gaulle* (Perrin) – prix Philippe Viannay 2008 – celui de **Laurent Douzon** avec la biographie qu'il vient de consacrer à *Lucie Aubrac* (Perrin) l'une des figures les plus marquantes de la Résistance,

celui aussi d'**Anne Hogenhuis** sur la vie de Boris Vildé *Des savants dans la Résistance* (éd. CNRS). Présents aussi le livre de **Dominique Missika** et **Dominique Veillon** *Résistance. Histoires de famille* (Armand Colin), avec sa magnifique et remarquable iconographie, et encore ceux de **Jean-Christophe Notin** avec deux très intéressantes biographies, celle du *Général Saint-Hillier* et, celle du maréchal *Leclerc* (Perrin). Ceux de **Philippe Oulmont** avec, entre autres, son dernier ouvrage sur le général *Larminat, un fidèle hors série* (éd. LBM), étaient présents avec ceux de **Guillaume Piketty** qui après avoir rassemblé les écrits personnels de onze Résistants « *tenants du non intransigeant* » dans *Français*

en Résistance (Robert Laffont) présentait ces derniers ouvrages : *Retour à l'intime au sortir de la guerre* et *Winston Churchill. Discours de guerre* parus tous les deux chez Tallandier.

Trois très beaux ouvrages récents étaient également présents : celui de **Francine Mayran** *La Shoah et son ombre* (éd. Arthenon), celui d'**Evelyne Taslitzky** *Boris Taslitzky. Dessins faits à Buchenwald* (Biro éditeur) et ceux de **Jean-Pierre Guenot** et **Jérôme Pecnard** *Paroles d'Ombre* et *Mémoire du Petit Prince*.

Claude Roddier, déléguée départementale de MER, était venue du Var présenter l'ouvrage qu'avec son frère elle a écrit sur son père Gleb Svirine *Le cahier rouge du Maquis* – Prix Philippe Viannay 2008 – (éd. Paroles). Assis à ses côtés **Michel Lemoine** dédicait le livre-témoignage qu'il a écrit sur sa tante : *Une Résistante de la première heure à Saint-Valéry en Caux*. Pour la première fois **Monique Georges** présentait le livre qu'elle vient d'écrire : *Le colonel Fabien était mon père* (éd. Mille et une Nuit) et **Lucien Sabah** *Anti-maçonnisme, Francs-Maçons et Résistance dans le Midi toulousain* (éd. Les 2 Encres).

Nos fidèles et autres amis : **Raymond Aubrac**, **Jean-Pierre Besse**, **Roger Bourderon**, **Michèle Cointet**, **Jean-Louis Crémieux-Brilhac**, **Florian Hollard**, **Marie-Clotilde Génin-Jacquey**, **Guy Krivopissko**, **Pierre Lefranc**, **Georges Loinger**, **Jean-Pierre Renouard**, **Laurence Thibault**, **Vladimir Trouplin**, **Odile de Vasselot**, **Frida Wattenberg**, étaient comme à leur habitude présents pour présenter tous leurs ouvrages. ●

Jean Novosseloff

CNRD

Toutes nos félicitations à **Vincent Dédrie** et à son professeur **Jean Philippe Desmoulières** du lycée Ronsard de Vendôme, délégué régional de MER, pour avoir été lauréat au Concours national de la Résistance et de la Déportation 2008-2009. Sur notre photo, ils reçoivent leurs prix et diplôme des mains de Luc Chatel et d'Hubert Falco, respectivement ministre de l'Éducation nationale, Porte-parole du Gouvernement et Secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, à l'occasion d'une cérémonie officielle dans les salons du Cercle national des Armées, le 15 décembre dernier.



Photo Marc Finestin

MER

AVEC NOS AMIS DE PROVINCE

Vendredi 5 février à **Dijon**, dans l'amphithéâtre Aristote de l'université de Bourgogne, avec l'aide de la Fondation de la France libre et du service départemental de l'ONAC, **Jeannine Calba**, déléguée régionale en Bourgogne de MER organisait le lancement du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2009-2010. Accompagnés de leurs professeurs près de 400 élèves des collèges et lycées de Dijon assistaient à ce bel après-midi pédagogique et mémoriel. Trois Français libres, **René Borde** qui avait rejoint les Corps Francs d'Afrique, **Henri Ecochard** parti de son Poitou natal vers Londres «à bicyclette» et **Charles Flamand**, ancien des Forces aériennes de la France libre apportaient leur témoignage, souvent en termes imagés et sensibles, expliquant chacun à leur manière, comment ils répondirent à l'Appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle et quelles furent les motivations de la précocité de leur engagement. Puis **Hervé Guillemet**, enseignant détaché à la Fondation de la Résistance, a tracé le cadre dans lequel devait porter les travaux des élèves sur ce concours et comment les témoignages qu'ils venaient d'entendre ne pouvaient que nourrir leurs réflexions quant à la rédaction de ces devoirs.

Toujours à **Dijon**, mais deux jours plus tôt le 3 février, un très large public se pressait dans l'amphi de Sciences-Po Dijon, toujours à l'invitation de **Jeannine Calba** pour participer à une conférence-débat sur le thème: «Les différentes formes de la Résistance polonaise à la domination nazie à travers l'Europe».

Conférence au cours de laquelle trois intervenants **Céline Gervais-Francelle**, maître de conférence honoraire d'histoire contemporaine et slave à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, **Maciej Morawski**, ancien correspondant parisien de la radio *Wolna Europa* et **Henri-Stéphane Gulcynski**, agrégé d'histoire, docteur de l'université de Paris IV Paris-Sorbonne ont décrit comment la Pologne envahie et partagée, successivement par la *Wehrmacht* puis par l'Armée Rouge entre le 1^{er} et le 17 septembre 1939, sut organiser la Résistance au III^e Reich. Au cours des débats ont été abordés à la fois, la vie clandestine des résistants polonais, la terrible répression qui s'abattit sur le pays et aussi

comment le gouvernement polonais trouva-t-il dans l'exil à Londres l'appui des Alliés pour conduire une Résistance extérieure active sur tous les fronts...

Vendredi 26 février 2010, **Robert Badinier**, délégué régional de MER en Midi-Pyrénées, a organisé une conférence à la Maison de la Culture de Montauban à la mémoire de «Ces chrétiens tarn-et-garonnais qui ont sauvé des Juifs durant les années noires» (**nos photos**). Cette soirée qui honorait une page de la Résistance spirituelle, se tenait en présence de **M^{gr} Bernard Ginoux**, évêque de Montauban, du **pasteur Alain Pélissier**, président du consistoire de l'Église réformée du Montalbanais et d'une assistance très nombreuse. Deux historiens, **Jean-Claude Fau**



Photo Robert Badinier

et **Monique Lagard** ont rappelé l'engagement de ces chrétiens du département en faveur des Juifs persécutés. Ils ont en particulier décrit la richesse de cette aventure humaine vécue comme un magnifique élan de solidarité face à la barbarie nazie et à l'oppression du régime de Vichy, pour défendre la dignité de la personne humaine avec les armes de l'esprit. Ils ont aussi retracé l'action courageuse de **M^{gr} Théas**, évêque de Montauban, qui fit lire dans toutes les paroisses de son diocèse sa lettre dénonçant l'antisémitisme. Elle fut distribuée à vélo par Marie-Rose Gineste, l'âme du «64» au secrétariat social, quartier général du combat pour le sauvetage des Juifs. D'autres acteurs importants furent évoqués, comme Simone Schmidt et Shatta Simon. Cette bicyclette a donné le thème d'une pièce de théâtre écrite par Marie Gulla et François-Henri Soulié qui, sous le titre *Une bicyclette pour la liberté*, a enthousiasmé le public du théâtre Olympe de Gouges après cette conférence. ». (Très belle fin de journée...)●

Jean Novosseloff



Photo Robert Badinier

JEAN-PIERRE ROSNAY NOUS A QUITTÉS

La disparition de Jean-Pierre Rosnay, survenue le 19 décembre dernier, endeuille la Résistance et la Poésie.

Avec ce maquisard courageux et ce poète talentueux, sur l'initiative de **M^{me} Jeannine Calba**, nous avons créé le Récital annuel de Poésie de la Résistance chaque printemps, pérennisé aux Invalides par le professeur Jean-Pierre Levert et à Dijon par notre déléguée régionale. Le prochain Récital poétique organisé lui sera dédié.

François Archambault

Prochaines manifestations de MER au cours du premier semestre 2010

► Jeudi 18 mars de 16 à 18 heures :

Anne Hogenhuis (docteur en histoire - Paris I) évoquera Boris Vildé, depuis sa jeunesse balte jusqu'au groupe du Musée de l'Homme et fusillé au Mont-Valérien. Salons des Fondations de la Résistance et pour la Mémoire de la Déportation - 30, boulevard des Invalides - Paris VII^e.

► Jeudi 8 avril 2010 de 14 à 16 h 30 :

Récital de la Poésie et de la Chanson de la Résistance. Hôtel national des Invalides - Paris VII^e. (salle de Galbert).

► Jeudi 15 avril de 16 h 45 à 18 h 30 :

Rencontre avec nos amis de *The Royal British Legion* autour de Michèle Cointet (professeur émérite des universités et spécialiste de la Seconde Guerre mondiale) qui évoquera les relations entre le général de Gaulle et sir Winston Churchill. Salons des Fondations de la Résistance et pour la Mémoire de la déportation.

► Jeudi 22 avril à 17 heures :

Dépôt de gerbes par MER et la *Royal British Legion* aux pieds des statues du général de Gaulle et de sir Winston Churchill

► Jeudi 6 mai à 17 heures :

Dans les jardins du Luxembourg, devant la statue du sculpteur Watkin, cérémonie à la mémoire des «étudiants et lycéens morts dans la Résistance». **M^{me} Jacqueline Fleury**, résistante-déportée, présidente d'honneur de l'ADIR, prononcera l'allocution annuelle à la mémoire des étudiants et lycéens tués par les nazis.

► Lundi 14 juin :

Après l'Assemblée générale et le conseil d'administration de MER, le professeur Laurent Douzou donnera une conférence sur son livre *Lucie Aubrac* à 17 heures. Salons des Fondations de la Résistance et pour la Mémoire de la Déportation.

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à «Mémoire et Espoirs de la Résistance» ! Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à «Résistance et Avenir»).

- Chèque à libeller à «Mémoire et Espoirs de la Résistance», Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Courriel : memoresist@m-e-r.org
- site internet : www.memoresist.org
- Tél. : 01 45 66 92 32 et 01 45 66 44 70

Association pour des Études sur la Résistance

BILAN ET PERSPECTIVES DE LA CAMPAGNE NATIONALE SUR LA RÉSISTANCE LOCALE

Le samedi 16 janvier dernier, à l'École militaire, l'AERI a réuni les bénévoles participant à la réalisation des CD-Roms de la collection « Histoire en mémoire 1939-1945 » de l'AERI. La matinée, riche d'échanges et d'expériences, a été présidée par Paule René-Bazin, vice-présidente de l'AERI et l'après-midi par Antoine Prost, professeur émérite à l'université de Paris I.

Lors d'un premier bilan, Aurélie Pol, chargée de la campagne de CD-Roms à l'AERI, a tenu à remercier toutes les équipes pour leurs travaux. Plusieurs éléments semblent être avantageux pour mener à bien la réalisation d'un CD-Rom : en effet, il convient de se rapprocher de « spécialistes » de l'histoire de la Résistance dans le département afin qu'ils rejoignent le comité de rédaction, d'avoir un chef de projet capable de répartir le travail, de tenir les objectifs fixés par les autres membres, d'organiser de réelles réunions éditoriales... Une aide logistique est également fort appréciable.

La recherche de financement et la diffusion incombent aux équipes, généralement constituées en association. En moyenne, le coût externe d'un CD-Rom fabriqué à 2500 exemplaires est de 13000 euros, montant qui varie en fonction du nombre de cartes réalisées. L'AERI avance les frais de fabrication pour chaque CD-Rom. La plupart des équipes ont des moyens financiers limités au moment de la fabrication mais le remboursement a généralement lieu, parfois à long terme : les équipes reversent la moitié de leurs ventes à l'AERI. Peu d'équipes ont lancé une souscription mais celles qui l'ont fait ont pu rembourser rapidement l'AERI.

La diffusion ne semble pas poser trop de problèmes et les répercussions suite à la parution d'un CD-Rom sont très positives et mobilisent encore les équipes pendant plusieurs mois. Le travail effectué, et le support multimédia, deviennent parfois une référence dans le département et les associations porteuses du projet, tout autant que l'AERI, renforcent ainsi leur autorité historique.

État de la recherche sur la résistance locale

Prenant l'exemple de l'utilisation des archives pour le CD-Rom de l'Yonne (1999-2004), Joël Drogland a suggéré des fonds d'archives

à consulter : aux archives départementales de l'Yonne et de Côtes d'Or, aux Archives nationales, aux archives centrales de la Justice militaire du Blanc... Des archives privées sont mises en évidence grâce à la médiatisation locale de l'avancement du CD-Rom ; raconter l'histoire locale motive des personnes à verser leurs documents personnels, parfois modestes, partiels, ponctuels mais ayant un intérêt : photographies, correspondances, états de service réalisés à des fins d'homologation, tracts et journaux, notes, témoignages... Pour la période d'après Libération, la presse locale est également une source d'information essentielle et notamment pour travailler sur l'épuration sauvage.

La mutualisation des informations recueillies et les échanges entre chercheurs et entre équipes sont du plus grand intérêt.

L'équipe des Landes recommande de consulter les fonds anglais, notamment concernant les parachutages. L'AERI se tient à la disposition des équipes pour la consultation des



▲ Hélène Chaubin, équipes Corse et Hérault, et Jean-Pierre Besse, équipe Oise, lors de la journée d'étude du 16 janvier 2010.

◀ Campagne de réalisation de CD-Roms sur la Résistance dans les départements/régions. Collection « Histoire en Mémoire 1939-1945 ».

En noir : Les départements ou régions ayant édité un CD-Rom (20 départements ou régions couverts en janvier 2010) : Région Ile-de-France, Ardèche, Calvados, Charente, Charente-Maritime, Cher, Corse, Doubs, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Indre-et-Loire, Landes, Lozère, Manche, Haute-Marne, Oise, Orne, Haute-Savoie, Yonne.

En gris : Les CD-Roms en cours de réalisation : Ain, Aisne, Aube, Eure-et-Loir, Hérault, Jura, Loire, Loiret, Lot-et-Garonne, Marne, Mayenne, Nièvre, Nord, Pas-de-Calais, Savoie, Somme, Vosges.

archives conservées en région parisienne et Corinna Von List, historienne membre de l'AERI, peut également, sur demande, consulter certaines archives allemandes. Croiser les sources reste impératif.

Hélène Chaubin, de l'équipe Corse et de la nouvelle équipe de l'Hérault, a souligné l'apport de la recherche locale au niveau national. En effet, si leur complémentarité est maintenant admise, aucun chercheur ne peut cependant exploiter tous les fonds régionaux et chacun doit se contenter d'échantillons. Il faut donc des entreprises collectives et c'est tout l'intérêt des réseaux comme celui de l'AERI.

La campagne de CD-Roms cherche à couvrir la plus grande partie du territoire, étudier les aspects sociaux, culturels et restituer dans son intégralité la Résistance à partir des recherches régionales. Plus la connaissance locale avance, plus l'articulation entre le régional, le national et l'international devient compréhensible.

Resistance Intérieure (AERI) DE RÉALISATION DE CD-ROMS

Des écueils sont cependant à éviter : la recherche locale est efficace si elle n'est pas faite dans une optique étroite, qui n'impliquerait ni le contexte national, ni l'international. Il est souhaitable que les chercheurs régionaux ne soient pas exclusivement intéressés par leur propre territoire. Mais il faut aussi que les historiens nationaux considèrent sans condescendance les études régionales qui peuvent tant leur apporter : il est bon de resserrer l'examen à plusieurs échelles pour bien voir ce que fut dans toute sa complexité cette société française en guerre.

La publication des CD-Roms et DVD-Roms de la collection « Histoire en Mémoire 1939-1945 » est une étape importante pour l'histoire de la Résistance dans chacun des départements concernés : de nouveaux fonds d'archives sont mis en évidence et la mémoire dans le département est ravivée. Jean-Pierre Besse, de l'équipe de l'Oise, en mesure l'apport scientifique pour la réalisation de deux autres grandes entreprises : le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*, le Maitron et le *Dictionnaire des fusillés, exécutés en France pendant l'Occupation*.

Concernant le Maitron, et la période 1940-1968 actuellement en cours de réalisation, les fiches biographiques des CD-Roms ou DVD-Roms sont essentielles : elles permettent de bien faire la liaison pour les militants d'avant-guerre avec la période d'après-guerre grâce à des sources nouvelles, de bien connaître les circonstances de l'entrée dans le militantisme pour ceux qui le font durant l'Occupation.

L'apport est plus important encore pour la réalisation du *Dictionnaire des fusillés exécutés en France pendant l'Occupation*, car les CD-Roms et DVD-Roms fournissent des données biographiques sur des personnes dont l'investissement a été de courte durée et laisse donc peu de traces dans les archives. Outre les fiches biographiques, les fiches mémoire, commémorations, stèles, monuments et lieux d'exécution sont essentielles.

Perspectives

Des idées et remarques pour améliorer et prolonger la collection ont été émises. Sur le contenu des CD-Roms en lui-même, l'attention des équipes a été attirée sur la visibilité des résistants juifs, qui ont comme particularité d'avoir souvent quitté le lieu où ils ont agi pour partir à la recherche de leurs familles à la Libération. L'étude de l'après-Libération est également une nécessité, notamment sur les CDL, les CLL, les élections de 1945-1946. Quelle est la place réservée aux résistants ? Comment « reviennent » les notables d'avant 1940 ? La présentation et la connaissance des interrégionaux et régionaux de la résistance communiste devrait être également approfondie.

Dans cet objectif, renforcer les échanges entre les équipes est une nécessité pour l'avenir.

Une rencontre nationale des équipes avec des universitaires historiens de la Résistance pourrait être intéressante à l'avenir, afin notamment de connaître l'utilisation faite des CD-Roms au sein des universités. La mise à contribution d'étudiants, quant à leurs sujets de mémoire de maîtrise par exemple, a parfois été suggérée dans le cadre de partenariats entre les équipes et les universités, avec plus ou moins de succès.

L'utilisation des CD-Roms dans les écoles, collèges et lycées est également intéressante. Dans le Doubs, les enseignants ont été formés à cette pratique. Pour l'organisation d'une randonnée de mémoire dans Besançon, les données du CD-Rom ont été d'une grande aide.

L'appliquatif en ligne de l'AERI, console d'administration sur internet permettant de réaliser les CD-Roms, est aussi mise à disposition pour d'autres projets, comme le *Dictionnaire des fusillés, exécutés en France, sous l'Occupation* piloté par le Maitron (parution prévue en 2012). Dans le cadre de l'opération pédagogique « valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes aujourd'hui » de l'AERI un DVD-Rom liant des séquences vidéo de trois minutes maximum présentant des engagements de résistants et de jeunes, l'appliquatif est également utilisé.

Des synthèses thématiques à partir des données des CD-Roms ainsi qu'une base de données commune sont des projets récurrents dans les échanges entre équipes. Ils pourraient voir le jour grâce au Musée de la Résistance en ligne (1940-1945).

Un réseau dynamique à la disposition de la mémoire et de l'histoire

Le réseau AERI est impliqué dans la réalisation du Musée de la Résistance en ligne : l'équipe de la Drôme s'est lancée dans l'aventure pour une exposition sur la Résistance locale. Le projet a été présenté à toutes les équipes. D'autres expositions thématiques sont en cours notamment sur la Centrale d'Eysses et la Résistance juive.

Les équipes AERI sont aussi sollicitées pour d'autres travaux comme dernièrement l'aide à la rédaction de l'ouvrage *Paroles de l'ombre. Lettres et carnets de Français sous l'Occupation (1939-1945)* de Jean-Pierre Guéno et Jérôme Pecnard, livre-objet édité par les Arènes en 2009, et *Résistance. Histoires de familles 1940-1945* de Dominique Missika et Dominique Veillon chez Armand Colin en 2009.

La Fondation de la Résistance a également tenu à informer les équipes présentes du projet de numérisation de la presse clandestine, en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France. ●

Actualités de l'AERI

- Toute l'équipe de l'AERI a la tristesse de vous faire part du **décès de Monique Montès**, le jeudi 11 février 2010 dans sa 82^e année. Lycéenne à Toulouse pendant la guerre, elle participe aux actions menées par ses deux sœurs au sein du mouvement Combat, comme agent de liaison à partir de 1941.



Monique Montès, interviewée au printemps 2006 dans le cadre du projet européen *Remembering*.

C'est à Toulouse qu'elle rencontre Serge Ravel avec lequel elle participe activement à la création et au développement de l'AERI.

- Depuis le 22 février, l'AERI accueille une **stagiaire américaine**, Megan Berman, qui a débuté la traduction en anglais des textes de l'exposition sur la Résistance dans la Drôme du futur Musée de la Résistance en ligne 1940-1945.

- Le 9 mars 2010, l'AERI a reçu dans ses locaux des **étudiantes américaines**. Le film *Sisters in resistance* de Maia Wechsler a été projeté, en partenariat avec Ciné Histoire.

- **L'assemblée constitutive de l'Association des Amis du Musée de la Résistance en ligne en Provence-Alpes-Côtes d'Azur 1940-1945**, a eu lieu le 6 mars 2010 aux archives départementales des Bouches-du-Rhône. L'association se donne pour objectif de porter au niveau régional le projet de Musée de la Résistance en ligne développé nationalement par l'AERI et la Fondation de la Résistance.

- Le **conseil scientifique de l'exposition virtuelle sur l'histoire de la Centrale d'Eysses** s'est réuni pour la première fois à l'AERI le 5 mars.

- Le **CD-Rom *La Résistance en Charente-Maritime*** de la collection « Histoire en mémoire 1939-1945 » paraîtra à la fin du mois de mars.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

- Siège social et bureaux : 16-18 place Duplex 75015 Paris
- Tél. : 01 45 66 62 72
- Fax : 01 45 67 64 24
- Courriel : contact@aeri-resistance.com
- Site internet : www.aeri-resistance.com

VIENT DE PARAÎTRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Je t'embrasse un grand coup. Rencontres avec Lucie Aubrac.

Florence Amiot-Perlmeyer.
Préface de Raymond Aubrac.
Le Cherche-Midi, 232 p., 15 €. Les droits d'auteur de cet ouvrage seront intégralement reversés à la Fondation de la Résistance.

Emmanuel d'Astier de la Vigerie, combattant de la Résistance et de la Liberté. 1940-1944.

Geoffroy d'Astier de la Vigerie.
Préface de Raymond Aubrac.
France-Empire, 354 p., 18 €.

L'argent de la Résistance.

Jean-Marc Binot et Bernard Boyer.
Larousse, 175 p., 15 €.

Georges Boris. Trente ans d'influence. Blum, de Gaulle, Mendès France.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac.
Éditions Gallimard, 460 p., 25 €.

Les lettres que je n'ai jamais écrites sorties de la mémoire d'un évadé de France, interné en Espagne, pendant la guerre 1939-1945.

Jean-Claude Montagné.
Compte d'auteur, 150 p.
Pour se procurer cet ouvrage écrire à l'auteur : Jean-Claude Montagné – 35, rue Salvador Allende – 92220 Bagneux – 01 46 55 03 33

Les Français libres. L'autre Résistance.

Jean-François Muracciole.
Tallandier, 425 p., 25 €.

La filière espagnole.

Film documentaire réalisé par Guy Teissandier d'après le récit de Jean-Claude Montagné.

Les Productions de l'Ours, DVD 52 minutes, 18 € franco de port. Ce documentaire retrace l'histoire des résistants et réfractaires au STO qui, de 1941 à 1944 franchirent les Pyrénées au péril de leur vie, grâce aux témoignages d'évadés de France comme : Nicole Perlès-Ziza,

Jacques Bertrand, Jacques Bril, Maurice Cordier, Georges Félus, Jean-Claude Montagné, Jean Patricot, Lambert Blasquiz. De nombreux documents d'archives illustrent ces récits tandis que l'historien Robert Belot analyse cette page peu connue de l'histoire de la Résistance

Pour se procurer ce DVD adresser votre règlement par chèque libellé à l'ordre des Productions de l'Ours à Jean-Claude Montagné – 35, rue Salvador Allende – 92 220 Bagneux – 01 46 55 03 33.

Les larmes de la rue des rosiers.

Alain Vincenot.
Préface d'Elie Wiesel.
Éditions des Syrtes (74, rue de Sèvres – 75007 Paris – 01 56 58 66 66), 282 p., 20 €.

Le Morbihan en guerre. 1939-1945.

Préface de Joseph-François Kergueris, sénateur du Morbihan et président du Conseil général. Archives départementales du Morbihan (02 97 54 80 00), 170 p., 17 €.

À travers plus de 250 documents d'archives et objets, l'exposition «Le Morbihan en guerre. 1939-1945» retrace les multiples aspects du conflit mondial au niveau départemental. Conçue et présentée aux archives départementales du Morbihan jusqu'au 21 mai 2010, elle a donné lieu à la publication d'un catalogue. Enrichi de nombreuses illustrations

et de documents qui n'ont pas tous pu trouver leur place au sein de l'exposition, ce catalogue veut faire le point sur l'état de la question en matière d'historiographie de la Seconde Guerre mondiale dans le département du Morbihan. Un cycle de conférences ainsi que des activités proposées au public scolaires accompagnent cette exposition.

Mihailović entre révolution et restauration.

Yugoslavie 1941-1946.
Roland Vasic.
Préface de Bernard Lory, maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales.
L'Harmattan, 280 p., 27 €.

À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique «Nous avons lu».

Résistance. Histoires de familles, 1940-1945.

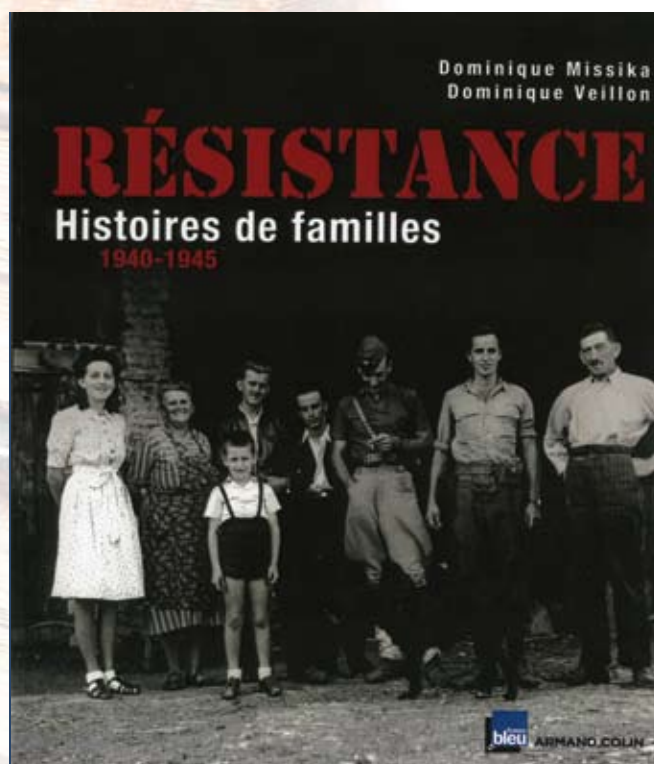
Dominique Missika et Dominique Veillon.
Armand Colin, 2009, 175 p., 27,50 €.

Denise Vernay entrée en Résistance par «patriotisme et civisme», compagne de déportation de Germaine Tillion à Ravensbrück, est à l'origine de ce très beau livre, illustré d'une très belle iconographie – plus de 300 photos et reproductions de coupures de presse, d'affiches et de faux papiers. À partir des témoignages d'une trentaine de familles anonymes ou célèbres, aux parcours et aux origines différents, deux historiennes, Dominique Missika et Dominique Veillon, qui ont beaucoup écrit sur la «vie en France sous l'occupation», viennent de signer *Résistance. Histoires de familles 1940-1945* aux éditions Armand Colin.

La Résistance des premiers jours a été essentiellement celles de femmes et d'hommes seuls pour qui, la plupart du temps, la famille fut «l'un des lieux de repli, et de refuge». C'est en confrontant tous ces témoignages, que ce livre nous invite à retrouver les sources de l'engagement «Résistant» dans la famille. Avec cet ouvrage et au travers de nombreux témoignages, on voit comment s'est tissée, souvent à partir de l'embryon familial, «une toile d'araignée résistante [...] où chaque membre de la famille a joué un rôle». Depuis ces cercles familiaux viendront se greffer toutes sortes de complicités impliquant parents, amis et parfois plus largement diverses autorités locales ou administratives. De ces «toiles d'araignée résistantes» naîtront des réseaux qui après avoir été d'entraide et d'évasion seront des réseaux armés et de combats. À travers l'histoire de ces familles, c'est toute la diversité de la Résistance dans sa quotidienneté qui est racontée, ainsi que la très grande diversité des engagements et des motivations religieuses et ou idéologiques.

De beaux portraits de famille égrainent ce livre, où le père et le grand frère servent de modèle traçant le chemin aux cadets, et où l'attitude des femmes, la mère ou la sœur, a été souvent déterminante.

Si on retrouve dans ce bel ouvrage les familles dont les noms sont entrés dans l'histoire : les de Gaulle dont Charles portait la «flamme qui ne s'éteindra pas», les Renault avec Rémy et son réseau CND Castille, les Le Tac, «Bretons indomptables» ou les frères d'Astier – François, Henri et Emmanuel seront sur tous les fronts de la Résistance. On y retrouve aussi des noms aujourd'hui



oubliés comme ceux des Péju avec *Le Père Duchesne* – le journal de la colère –, des Marié du réseau Mithridate, des Vico qui s'illustrèrent en Normandie. On nous pardonnera, dans ce court résumé, de ne pas citer tous les noms de ces imprimeurs, passeurs, ou FTP-MOI du cœur de Paris ou encore ceux des maquisards du Morvan, du pays Cévenol et de la Drôme... Derrière ces noms, tous étaient des femmes et hommes de «vrai courage» qui ne cédèrent pas, ne plièrent pas et ne renoncèrent pas.

Remercions toutes ces familles d'avoir confié leurs précieux et originaux documents familiaux, lettres, photos, et divers souvenirs permettant ainsi à Dominique Missika et Dominique Veillon d'illustrer leurs propos et aux lecteurs de se rendre compte de la vie au quotidien dans la France occupée et résistante.

Jean Novosseloff

La rose et edelweiss. Ces ados qui combattaient le nazisme. 1933-1945.

Roger Faligot.

La Découverte, 2009, 384 p., 20 €.

Ils avaient entre douze et vingt ans... gamins,... ados,... «*Les Enfants de la Liberté*», comme les appelle Marc Lévy dans l'un de ses livres. Ils furent sans doute, tout au long de ces années-là, quelques centaines de milliers, en France et en Europe, dans différents mouvements et réseaux ou plus simplement de manière anonyme, à s'opposer à la montée des totalitarismes et à l'occupation de leur pays.

Roger Faligot, «*fils d'un jeune résistant*», qui a déjà écrit plusieurs livres sur la Résistance, signe ce nouvel ouvrage: *La rose et l'edelweiss*, où il nous fait découvrir, par un récit palpitant, nourri de documents et de témoignages inédits, l'histoire de cette jeunesse qui s'engagea de façon si déterminante contre l'occupant en France, en Russie, en Grèce, en Pologne et qui s'opposa au fascisme et au nazisme dans les pays-mêmes où ces systèmes avaient vu le jour comme l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche. De nombreux mouvements ou réseaux de jeunes résistants sont évoqués dans ce livre comme celui de ces lycéennes et lycéens frondeurs de Paris, Rouen, Brest et qui, comme de toutes les



villes occupées, auront tôt fait de rejoindre «l'Armée des ombres», les maquis ou pour certains les cadets de la France libre. Peinture émouvante de ce «peuple d'enfants» qui refuse de se «transformer en âne» comme le souhaite le régime fasciste de Mussolini, pas plus qu'il n'accepte de «marcher au pas de l'oie» comme le voulaient les nazis ou leurs séides. Combien d'enfants, à peine sortis de l'adolescence, reprendront-ils le flambeau laissé par les adultes choqués et blessés des défaites de l'été 1940, qui après avoir «badi-geonnés» les murs des villes de slogans patriotiques et de croix de Lorraine, créeront des réseaux de renseignements comme celui de «l'Espoir français» si peu connu, dont un jeune alsacien de 16 ans fut à l'origine. On trouvera aussi dans ce livre l'histoire aujourd'hui encore méconnue de «ces gavroches du drapeau rouge» qui à partir de juin 1941 s'élancèrent dans la lutte armée contre l'occupant, ou de ces «jeunes amazones du Komsomol» qui se sacrifièrent pour empêcher que la ville de Leningrad ne tombe ou harcelèrent aux côtés de leurs camarades partisans les Allemands dans les maquis.

C'est à un véritable tour de l'Europe Résistante que Roger Faligot entraîne le lecteur, de «l'armée des petites ombres de la Ville lumière» que furent pour l'auteur Les volontaires de la liberté de Jacques Lusseyran, aux Vikings masqués du club Churchill, réseau auquel appartenaient de jeunes résistants Danois et Norvégiens. Dans cet ouvrage, les jeunes Allemands, ouvriers ou intellectuels, qui

refusèrent l'embrigadement nazi, qui se regroupèrent au sein de mouvements comme celui relativement méconnu des Pirates de l'edelweiss ou celui plus célèbre de la Rose blanche, avec les figures emblématiques de Hans et Sophie Scholl, occupent une place importante et ce n'est que justice eu égard à la sauvage répression qu'ils subirent. L'histoire de bien d'autres groupes est relatée dans ce livre, histoire entrecoupée par quelques beaux portraits de jeunes «Résistants en culotte courte» dont malheureusement beaucoup ne connaissons pas les joies de la victoire.

Si aujourd'hui tant de noms de jeunes ou de groupes de jeunes résistants peuvent sortir de l'oubli (espérons le!) ce sera grâce à cet ouvrage, et qui aussi nous permet de réfléchir sur toutes les manières qu'ont eu ces ados à dire non et comment ils ont su organiser leur révolte face à l'oppression.

Jean Novosseloff

Ils ont su dire non.

Paroles de Résistants.

François Icher et Pierre Laborie.

Éditions de la Martinière, 2008, 256 p., 35 €.

Construit sur le principe de l'alternance entre citations et illustrations (principalement des photographies d'époque), ce livre peut être utilisé comme une anthologie de textes écrits par ou sur les résistants. Dans la centaine d'extraits provenant principalement de journaux clandestins, de la presse ou de la littérature clandestine, de la BBC, de mémoires postérieurs, le lecteur retrouvera les principaux noms de la France libre (de Gaulle, Brossolette, Schumann, d'Estienne d'Orves) ou de la Résistance intérieure (Frenay,

Bourdet, Vistel, Pineau, Germaine Tillion...) et bien d'autres. Mais la composition minutieuse du livre lui donne une autre dimension. Par leur enchaînement très précis, des textes parfois bien connus se trouvent éclairés, confirmés ou nuancés par d'autres et retrouvent une force nouvelle: ils sont restitués à leur étrangeté fondamentale par rapport à notre société actuelle, reflets d'une époque où l'effondrement de 1940 avait bouleversé tous les repères mentaux.

Bruno Leroux

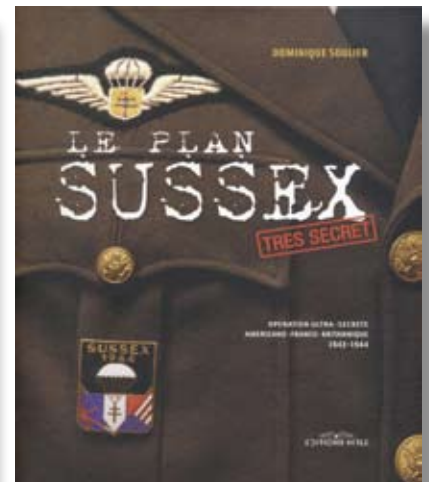
Le Plan Sussex.

Dominique Soulier.

Strasbourg, éditions Hirlé (03 88 41 85 01), 2009, 176 p., 30 €.

Premier livre consacré en France aux équipes Sussex, cet ouvrage permet de découvrir quelques-uns de ces hommes et femmes parachutés au nord de la Loire de janvier à septembre 1944 par les Alliés pour récolter des renseignements sur l'ordre de bataille allemand dans la perspective du débarquement de Normandie puis pendant la progression des armées alliées. Ils ont été très peu étudiés, l'attention s'étant focalisée sur l'action des réseaux de renseignement déjà implantés de longue date; mais à l'époque, les Alliés craignaient que la répression frappant ces réseaux menace au moment décisif le flux des informations. Richement illustré par des documents et objets provenant surtout du Musée du plan Sussex à Hochfelden, le texte écrit par le fils d'un des agents Sussex décrit leur recrutement et leur entraînement, retrace l'histoire de trois missions (Berthier, Vis, Velours), donne des aperçus sur quelques autres et fournit la liste des 53 équipes.

Bruno Leroux





Photos Pierre Davy et Christine Truc

LES JOURNÉES ANNUELLES DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE DANS L'AUDE, LES 8, 9 ET 10 OCTOBRE 2010

Les Journées annuelles de la Fondation de la Résistance auront lieu du 8 au 10 octobre 2010 dans l'Aude. Le Conseil général de l'Aude est honoré d'accueillir ces Journées, en mémoire de tous ceux qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, ont combattu pour la liberté. Partez à la découverte des sites emblématiques de la Résistance audoise...

Vendredi 8 octobre

Le matin, l'Assemblée du comité d'animation et de suivi se déroulera, à **Carcassonne** dans la salle Gaston Defferre du **Conseil Général de l'Aude**.

L'après-midi, sera essentiellement pédagogique. **Au théâtre Jean Alary de Carcassonne**, une évocation de la Résistance audoise à partir de témoignages de résistants du département servira de base aux échanges intergénérationnels avec les collégiens et lycéens présents. Puis, toujours au cours de cet après-midi, sera abordée la question de la transmission de la Mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans l'Aude à partir de l'expérience menée depuis 12 ans par son Conseil général avec les voyages « Au Nom de la Mémoire ». La projection d'un montage vidéo retraçant les moments forts du voyage « Au Nom de la Mémoire » de 2007 sera une amorce de dialogue entre les enseignants, les élèves ayant participé aux différentes éditions des voyages « Au Nom de la Mémoire » et les résistants. Une exposition présentant une rétrospective des différentes éditions de ces voyages dans le temps et l'histoire ainsi que différentes réalisations et messages de ses participants, placés dans le hall d'entrée du théâtre, nourriront également la réflexion de l'après-midi. Les différents moments de cet après-midi seront ponctués par l'interprétation de chants de la Résistance et de la Déportation par une chorale d'élèves d'école primaire.

Puis, chaque scolaire présent sera invité à apposer un message sur « l'arbre de la Résistance » devant le portail des Jacobins, situé non loin du théâtre Jean Alary.

Ensuite, Marcel Rainaud, président du Conseil général, aura le plaisir de convier les participants à un cocktail dinatoire au **château de Villegly** (photo 1).

Samedi 9 octobre

La matinée débutera par la visite commentée de l'exposition « Résistance et clandestinité dans l'Aude », aux **archives départementales de l'Aude** à Carcassonne, conçue spécialement pour la tenue des Journées annuelles de la Fondation de la Résistance dans l'Aude. Puis, une cérémonie au monument à la Résistance à **Carcassonne**, œuvre du sculpteur et résistant René Iché (membre du réseau du musée de l'Homme, du groupe Valmy et du réseau Cohors-Asturies) réunira les associations de résistants et les associations des autres générations du feu venues du département, des régions voisines et nous l'espérons de toute la France.

L'après-midi, le parcours guidé des sites emblématiques de la Résistance audoise dans la **Montagne Noire** débutera par l'évocation de la tragédie de **Trassanel** par Florentin Mendizabal, maquisard rescapé de Trassanel. Le 4 août 1944, après la dispersion du Corps-franc de la Montagne Noire, le maquis Armagnac est repéré et pris en chasse par les Allemands. Ce maquis commandé par Antoine Armagnac reçoit alors l'ordre de trouver refuge dans la grotte de Trassanel avant de rejoindre le maquis de Citou. Le 8 août en soirée, alors que l'ensemble du détachement vient de quitter la grotte de Trassanel, il est attaqué par les Allemands. Malgré la supériorité des Allemands du fait de leur position de tir, de leur armement et de leur effectif, les maquisards font face à l'ennemi pendant plus d'une heure. Alors que 30 maquisards parviennent à franchir le barrage de feu et à rejoindre le maquis de Citou, 15 sont tombés au combat devant la grotte dont leur chef Antoine Armagnac et 26 sont faits prisonniers dont 19 seront exécutés sommairement entre Trassanel et Villeneuve.

Une cérémonie commémorative devant la **stèle commémorative de Trassanel** (photo 2) permettra de se souvenir et d'honorer la Mémoire des résistants du maquis Armagnac.

La journée se terminera par la visite de la crypte du **monument ossuaire du Corps Franc de la Montagne Noire à Fontbruno** (photo 3), inauguré le 20 juillet 1947 par le général de Lattre de Tassigny.

Dimanche 10 octobre

La matinée sera entièrement consacrée à la visite commentée de la **Cité de Carcassonne** (photo 4).

Le site de Carcassonne a joué à travers les siècles un rôle déterminant dans l'histoire du Languedoc. *Oppidum* de l'Âge du fer transformé, au I^{er} siècle avant notre ère, en ville romaine; la cité devint au XI^e siècle la possession de la puissante vicomté Trencavel qui domine le Bas-Languedoc. Au terme de la croisade contre les Albigeois, la cité, dotée de fortifications nouvelles, devient l'une des places fortes emblématiques du pouvoir royal sur la frontière qui sépare la France et l'Aragon. Avec le traité des Pyrénées en 1659 qui rattache le Roussillon aux possessions françaises, la cité perd cependant son rôle stratégique, laissant à l'abandon ses ouvrages défensifs. Au XIX^e siècle, grâce à l'action des Carcassonnais et du service des Monuments historiques qui confia sa restauration à Eugène Viollet-le-Duc, l'ancienne forteresse a recouvré sa physionomie passée. Depuis 1996, la cité de Carcassonne est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. ●